

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 29/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLEIN VENT LONGUE EPINE - FECAMP

43 Boulevard des Bouvets
CS 90310
92000 Nanterre

Références : 20260511_risques-accidentels
Code AIOT : 0005805795

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2026 dans l'établissement PLEIN VENT LONGUE EPINE - FECAMP implanté TERRE DES FALAISES D 79 76400 Fecamp. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLEIN VENT LONGUE EPINE - FECAMP
- TERRE DES FALAISES D 79 76400 Fecamp
- Code AIOT : 0005805795
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Plein Vent Longue Épine (EDF Renouvelables France en tant que maître d'ouvrage) exploite, sur le territoire de la commune de Fécamp, un parc éolien constitué de 5 éoliennes pour une puissance totale installée de 4,5 MW, une hauteur en bout de pale de 75,1 mètres et une hauteur de mât de 49 mètres au-dessus du sol. Ce parc a été autorisé en octobre 2001 et mis en service en 2006.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2020, l'exploitant a été autorisé à remplacer les 5 éoliennes par des modèles légèrement plus hauts. La modification n'a toutefois jamais été mise en œuvre.

La visite sur le terrain a porté sur :

- la voie d'accès au parc,
- la machine E2 (abords et intérieur),
- le poste de livraison (intérieur),
- le balisage des 5 machines.

Le référentiel de la visite d'inspection comprend l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2-1	Sans objet
2	Accès et abords	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
3	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
4	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Accès aux machines	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
6	Panneaux	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
8	Intérieur des machines	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
9	Maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
10	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
11	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
12	Transmission de l'alerte	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, menée par sondage, a permis de constater la bonne mise en œuvre des mesures de sécurité définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susmentionné.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2-1
Thème(s) : Situation administrative, Généralités
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : L'exploitant a procédé à la déclaration demandée sur la plateforme dédiée. Les informations renseignées sont cohérentes avec les caractéristiques du parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès et abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater la présence de la voie d'accès au site. Celle-ci est carrossable et son état le jour de la visite n'appelle pas de remarque de l'inspection des installations classées. Les abords de l'installation ont été observés par sondage et n'appellent pas de remarque de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L.6351-6 et L.6352-1 du code des transports et des articles R.243-1 et R.244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater sur le terrain que le balisage présent sur la nacelle de l'éolienne E3 était en fonctionnement mais faible. Le balisage des autres machines semblait visuellement correct. A la suite de la visite, l'exploitant a indiqué par courriel du 21 mai avoir remplacé les prises d'alimentation des LED pour E3. Toutefois le problème est toujours présent et une carte de gestion des LED doit encore être remplacée. L'exploitant a indiqué avoir commandé la pièce requise. Une copie d'écran du logiciel de maintenance a été transmise et confirme la prise en charge. L'exploitant a indiqué que le balisage de nuit fonctionne correctement. Le balisage fonctionnant, même faiblement, et l'éolienne n'étant pas située en bordure du parc, aucune suite n'est proposée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à remettre en bon fonctionnement le balisage de jour sur la nacelle de E3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Biodiversité
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de

“dépôt légal de données de biodiversité” créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.

Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.

Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Conformément à l'article 22 de l'arrêté du 10 décembre 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant réalise un suivi environnemental de son parc. Les derniers suivis en date sont ceux de 2020 (suivi activité et mortalité) et 2021 (suivi chiroptères en hauteur et en continu). Le suivi de mortalité avait été anticipé avant l'échéance des 20 ans afin d'être réalisé dans le cadre du projet de renouvellement. Un prochain suivi est prévu cette année et est en cours de réalisation. Le bon dépôt des données sur le site DEPOBIO n'a pas fait l'objet d'un contrôle.

Dans le suivi de 2020, la mortalité des chiroptères est estimée à 25 individus pour le parc pour la période d'août à fin octobre. La mortalité d'oiseaux est estimée à 13 individus pour le parc pour la période d'août à fin octobre (avec une surestimation très probable). Les impacts résiduels du parc sont qualifiés de négligeables sur les populations d'oiseaux, mais significatifs à l'encontre des populations de Pipistrelle commune (impact moyen) et de Pipistrelle de Nathusius (impact faible). Les impacts sont négligeables sur les autres populations de chiroptères fréquentant le parc. Des actions correctives sont définies dans le but de réduire les impacts résiduels à un niveau « négligeable ». Ces mesures correctives ont trait à la régulation nocturne des éoliennes en faveur des populations de chauves-souris et ont été mises en œuvre en 2021.

L'inspection des installations classées a pu constater que l'exploitant met en œuvre le bridage défini dans son suivi environnemental, à savoir un bridage sur les machines E3 et E5, du 15 juin au 31 octobre, du coucher du soleil au lever du soleil, avec des vents de moins de 5 m/s et une température supérieure à 13°C. L'exploitant a présenté ses enregistrements permettant d'attester du bridage mis en place. Le suivi de 2021 indique que le bridage mis en œuvre est efficace.

L'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire lié au projet de renouvellement prescrit un bridage différent, sur les 5 machines, mais cette mesure n'avait pas été prescrite sur la base du dernier suivi environnemental. Cet article avait été pris dans le cadre du renouvellement, qui n'a pas été mis en œuvre. Par courriel du 28 mai 2026, l'exploitant a sollicité une modification de l'article 5 de cet arrêté "afin que cet article soit en concordance avec le bridage proposé lors du suivi environnemental de 2020 (ciblé sur les éoliennes E03 et E05 uniquement) et dont l'efficacité a été validée par le suivi de 2021." Compte tenu des rapports de suivi de 2020 et 2021, et compte tenu des constats réalisés par l'inspection relatifs à la bonne mise en œuvre du bridage recommandé dans les suivis, la demande de l'exploitant est acceptable.

L'inspection des installations classées va ainsi proposer prochainement un projet d'arrêté préfectoral complémentaire afin de modifier l'article 5 et de prescrire que les mesures liées à la biodiversité soient cohérentes avec les suivis environnementaux.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : L'inspection des installations classées a pu constater que la porte d'accès à l'intérieur de la machine E2 était fermée à clef, ainsi que la porte du poste de livraison.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Panneaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : L'inspection des installations classées a pu constater que les aérogénérateurs sont identifiés sur le terrain par des noms communs (ex : Tourbillon pour la machine E2). L'exploitant a affirmé que les services de secours disposent d'une table de correspondance entre les noms et les numéros des machines. Ce point n'a toutefois pas fait l'objet d'un contrôle. Le nom (Tourbillon) de la machine E2 était bien affiché en caractères lisibles sur le mât. L'inspection des installations classées a pu constater la présence d'un panneau à l'entrée de la voie d'accès aux machines. Celui-ci comportait : <ul style="list-style-type: none"> - le numéro à appeler en cas d'urgence (le 112), - le numéro à appeler en cas d'incident (numéro de la salle de conduite EDF-EN Services), - l'interdiction d'accès à l'intérieur des éoliennes, - le danger électrique à l'intérieur des éoliennes, - de ne pas s'approcher des éoliennes en cas d'orage, - le risque de chute de glace par temps de givre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
--

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter.

Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre.

Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

Constats :

L'exploitant a présenté le programme de formation des personnes susceptibles d'intervenir sur le site (9 personnes). La bonne réalisation du programme est suivie par le personnel en charge des ressources humaines. Par sondage, le détail des formations réalisées par une personne a été consulté. Il comporte toutes les dates de réalisation et comprend notamment les formations "incendie et secourisme" ainsi que "travail en hauteur et évacuation".

L'exploitant dispose de différentes fiches réflexe dont une relative au départ de feu et une relative à une fuite d'huile dans une éolienne (avec écoulement intérieur ou extérieur). Cette dernière a été consultée. Elle présente les différentes actions à mettre en œuvre. L'exploitant a indiqué que ces fiches sont connues du personnel et sont présentes dans les camions de maintenance. Elles sont mises en pratique lors d'exercices réguliers.

La liste des derniers exercices suivis par le personnel a été consultée. Elle comprend notamment l'exercice du 31 octobre 2025 relatif à une fuite d'huile dans une turbine (écoulement extérieur). Le compte rendu de l'exercice mentionne le déploiement du kit anti-pollution, le nettoyage de la pollution et les appels réalisés. Un point d'amélioration est indiqué : le nombre de boudins nécessaires afin de faire le tour de l'éolienne était insuffisant. L'exploitant a affirmé qu'une action corrective a été mise en œuvre (ajout de boudins dans les camions de maintenance).

Le registre des incidents/accidents a été consulté (GMAO) par sondage. Un événement en date du 20 novembre 2025 est relatif à l'ouverture du toit de la nacelle due à la tempête. Le logiciel de suivi indique que les actions correctives ont été mises en œuvre pour cet incident.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Intérieur des machines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
--

Prescription contrôlée :

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre.

L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est

interdit.
Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur E2 a fait l'objet d'un contrôle visuel. L'inspection des installations classées a pu constater que l'intérieur est maintenu propre. Aucun entreposage de matériaux combustibles ou inflammables n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : [...] <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur.</p> <p>Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification.</p> <p>L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</p> <p>Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Conformément à l'article 22 de l'arrêté du 10 décembre 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
Constats : L'exploitant réalise une maintenance préventive tous les 6 mois et une maintenance plus approfondie tous les ans. <p>Par sondage, le compte rendu de la maintenance d'octobre 2025 de la machine E2 a été consulté. Il mentionne les items suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - simulation d'arrêt en survitesse rotor, - test des boutons d'arrêt d'urgence : en pied de tour, sur la topbox (nacelle), sur la gearbox (nacelle), sous le couplage (nacelle). <p>La mise à l'arrêt est une condition nécessaire à la bonne réalisation des tests et est donc nécessairement testée.</p> <p>Les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle en septembre 2025. Par sondage, le compte rendu de ce contrôle de la machine E1 a été présenté ainsi que le Q18. Celui-ci conclut à l'absence de risque incendie/explosion. L'exploitant a indiqué que les écarts constatés à l'occasion de ce contrôle sont suivis dans son logiciel SAP. L'inspection des installations classées pu constater ce point par sondage.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur.

Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Alinéa I : Le compte rendu de la maintenance d'octobre 2025 (cf constat précédent) de la machine E3 comprend l'inspection visuelle de la tour (surface, fissures, soudures, corrosion, vis de fixation entre la tour et les fondations). Le contrôle des brides a été sous traité et a été réalisé en mai 2023. Le compte rendu de ce contrôle de la machine E2 a été présenté et n'appelle pas de remarque de l'inspection des installations classées.

Alinéa II : L'exploitant fait réaliser tous les 6 mois un contrôle par drone des pales. Le compte rendu du contrôle d'avril 2026 a été présenté. Il comprend des photos des désordres et une cotation de ceux-ci (de 1 le moins important à 5 le plus important). L'exploitant a indiqué que ses experts pales étudient les comptes rendus et évaluent si des réparations sont à envisager. Le compte rendu d'avril 2026 comprend des désordres classés de 1 à 3 uniquement.

Alinéa III : La liste des équipements a été présentée. Elle comprend notamment les arrêts d'urgence, les instruments liés à la survitesse et ceux liés à la foudre. Les fréquences de contrôle sont indiquées dans ce document et ne dépassent pas un an.

Alinéa IV : Le registre de maintenance a été consulté (cf constats précédents).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose du manuel d'utilisation générale de la machine, issu du constructeur. Les constats établis dans les précédents points de constat ont permis de vérifier l'organisation de l'exploitant liée à la maintenance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Transmission de l'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. <p>Conformément au I de l'article 23 de l'arrêté du 22 juin 2020, ces dispositions sont applicables au 1er janvier 2021.</p>
Constats : <p>L'exploitant a indiqué que tous les systèmes instrumentés de suivi de ses machines font l'objet d'un report en salle de contrôle et qu'ainsi tous les dysfonctionnements susceptibles de survenir sont connus en temps réel par l'exploitant et lui permettent de transmettre l'alerte efficacement et rapidement. L'exploitant a notamment indiqué que la température de tous les équipements de la machine ainsi que la température extérieure font l'objet d'un suivi ce qui permet de diagnostiquer à distance un départ de feu.</p> <p>La remontée en salle de contrôle est identique à celle sur la console sur le terrain (affichage identique). L'exploitant a indiqué qu'à l'occasion des différents tests réalisés (cf constats précédents), ce sont les remontées d'alarmes sur la console qui valident les tests ce qui permet ainsi de vérifier les alarmes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I du présent arrêté. Ce montant est réactualisé par un nouveau calcul lors de leur première constitution avant la mise en service industrielle. Conformément à l'article 22 de l'arrêté du 10 décembre 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Constats : L'exploitant a présenté l'acte de cautionnement solidaire de son parc en date du 10 juillet 2025. L'acte est effectif jusqu'au 24 août 2030. L'exploitant a transmis son fichier de calcul d'actualisation de la garantie financière. Celui-ci est cohérent avec le montant de l'acte.
Type de suites proposées : Sans suite